

« Amours et Désamours entre Européens » : Pour une sociologie politique des sentiments dans l'intégration européenne

Appel à contributions
pour le 30 août 2007

6-8 décembre 2007

Lieu : IEP de Grenoble

Au-delà de toutes ses réalisations institutionnelles, politiques et économiques, le processus d'intégration européenne a-t-il changé en profondeur les relations affectives entre Européens ? Cinquante ans après le Traité de Rome, les Européens s'apprécient-ils entre eux plus que ne le faisaient leurs parents et leurs grands-parents respectifs ? Une telle question peut paraître hors de propos pour la science politique de l'intégration européenne.

D'une part, la question semble réglée : les Européens – de l'ouest tout au moins – sont réconciliés avec leur passé et avec leurs voisins ; seules des minorités tiennent encore en horreur leurs voisins et l'expriment à l'occasion. L'ex-Europe de l'Est est quant à elle – comment pourrait-on l'oublier ? – affligée de « résurgences nationalistes », mais ces dernières restent, sauf en ex-Yougoslavie, largement contrôlées jusqu'ici par le processus même d'intégration européenne. En même temps, la plupart des auteurs s'accordent sur le fait qu'il n'existe pas (encore) de peuple européen (demos), mais toujours des peuples (demoi). La science politique se contente alors d'observer comment s'articulent avec plus ou moins de bonheur identité nationale et identité européenne. Il n'est pas jusqu'aux billets de banque émis par la Banque centrale européenne qui ne thématisent cet état des choses apparemment immuable avec leur imagerie de « ponts » (entre des nations isolats peut-on supposer), et non de « personnes » (toujours enracinées dans une culture et une histoire trop nationales et susceptibles d'interprétations divergentes selon les pays). Pourtant cette absence de sentiments forts de fraternité entre Européens pourrait bien être une des explications possibles – au-delà de la mécanique politico-institutionnelle – de l'absence d'Etat social européen – question centrale, s'il en est, pour le devenir de l'Union. Au total, la science politique ne se pose que peu la question d'un possible « spill over » des affects.

D'autre part, la science politique tend à raisonner à partir d'objets donnés ou construits (institutions, politiques publiques, partis, groupes d'intérêts, etc.) qui se prêtent peu à une réflexion sur les sentiments qui animent les acteurs. Force est de constater que, pour les politistes, les acteurs du grand jeu européen incarnent le plus souvent des intérêts « froids », susceptibles d'une description rationnelle. Les diverses théories de l'intégration européenne, qu'elles donnent le premier rôle aux Etats, aux groupes d'intérêts, à des professionnels incarnant une institution, etc., laissent finalement peu de place aux sentiments des acteurs, à leurs émotions, à leur irrationalité. Il est vrai que, depuis Ernst B. Haas, une telle perspective sur l'unification européenne a été écartée dans la mesure où aucun Cavour ou Bismarck ne semble devoir intervenir dans le récit pour mobiliser les individus au nom d'un Idéal européen irrationnel. Certes une large littérature, essentiellement fondée sur l'exploitation des sondages Eurobaromètre, tente de décrire les attitudes des Européens envers le processus d'intégration. Il existe aussi une littérature croissante sur les résistances organisées à l'Europe, que ce soit au niveau des partis « eurosceptiques » ou « antieuropéens », des groupes sociaux ou des individus. Cependant à travers un schéma inspiré de Max Weber, via les travaux de David Easton, la question porte avant tout sur la légitimité ou non des politiques publiques communautaires mesurée à travers leurs performances (« légitimité par les outputs »). La réflexion reste presque entièrement verticale et géographique : à quel niveau de pouvoir les Européens accordent-ils le plus leur confiance ? A quel niveau géographique identifient-ils le plus leurs intérêts ? La question des liens horizontaux, centrale dans la perspective d'une légitimité par les inputs, est de fait rarement abordée. Elle semble ressortir entièrement d'autres branches de la science politique, celles qui s'intéressent aux conflits entre nationalités ou ethnies.

Pourtant, la polémique autour du « plombier polonais » au cours de la campagne référendaire française a rappelé que, peut-être, les liens horizontaux entre Européens étaient moins dépassionnés que l'on ne pouvait le prétendre a priori. La presse de caniveau britannique et son « french bashing » étaient peut-être moins isolés dans sa détestation – supposée démodée – d'autres nations européennes que l'on pouvait le croire. Le repérage à travers l'ensemble de l'Europe des argumentaires qui font d'une catégorie d'« étrangers européens » la cause d'un désordre économique et



social quelconque révélerait sans nul doute qu'ils participent de la construction d'un discours de l'autre européen moins angélique qu'il ne pourrait le paraître. La question d'une évolution des sentiments entre Européens, soit la question des sentiments (positifs ou négatifs) qui lient les Européens entre eux, semble du coup non dénuée d'intérêt. Apprécie-t-on aujourd'hui plus ceux qui sont devenus depuis le Traité de Maastricht ses concitoyens européens qu'en 1950 ? Existe-t-il une différence entre la perception de l'étranger européen et de l'étranger tout court dans la vie quotidienne des Européens ? La xénophobie, que l'on n'étudie et ne combat plus guère que s'agissant des discriminations à l'égard des immigrés extra-européens ou des minorités roms de l'ex-Europe de l'Est, est-elle totalement absente des relations quotidiennes entre citoyens des anciens pays de l'Europe de l'Ouest ? D'un point de vue plus positif, les idées, mœurs, modes, circulent-ils plus vite en Europe qu'entre l'Europe et le reste du monde ? Une société européenne à la base est-elle en train d'émerger ? Se marie-t-on plus entre Européens que jadis ? Au-delà des discours convenus sur le management multiculturel, quelle leçon tirent de leur expérience les individus qui travaillent avec des nationalités européennes diverses ? Quel type d'affects font naître le travail dans les diverses administrations européennes, ou dans des institutions fortement soumises à un impératif de collaboration européenne ?

Il s'agira donc de saisir les sentiments des Européens envers ceux que les Traités européens instituent comme leurs concitoyens. Le terme de « sentiments » prête bien évidemment à de nombreuses interprétations, et peut ouvrir à de nombreuses méthodologies. Il peut s'agir aussi bien d'études de cas, que d'études plus générales. On exclura cependant d'emblée tout ce qui concerne le rapport vertical aux institutions politiques européennes. Nous invitons plutôt à proposer des communications privilégiant une approche horizontale de l'intégration européenne centrée sur le rôle des affects, des stéréotypes, de la construction ou non d'un sentiment d'appartenance et d'un référentiel du « vivre ensemble » au niveau européen. Il importera notamment de s'interroger sur l'influence des normes sur les affects et les relations entre individus ou groupes d'individus.

Nous invitons notamment à soumettre des communications autour des terrains et questionnement suivants :

Les sentiments des Européens vis-à-vis de leurs concitoyens :

Lors des catastrophes naturelles qui affectent une partie du territoire européen, peut-on observer une réaction de nature différente par rapport à celles qui touchent les territoires non européens ? La nationalité « européenne » des victimes d'un drame quelconque a-t-elle des effets comparables dans les différents pays européens ?

Une famille européenne :

Le film « L'Auberge Espagnole » de Cédric Klapisch symbolise pour toute une génération la possibilité d'une généralisation des sentiments les plus positifs qui soient entre tous les Européens. Au-delà du symbole que constitue le succès de ce film, le mariage est considéré par les anthropologues comme le lien social le plus essentiel dans une société. Les frontières de l'intermariage sont de fait celle de la société. Comme on le sait sans doute, les Européens sont très loin de constituer une société en ce sens. On peut se poser toutefois la question de l'existence d'une éventuelle spécificité du mariage entre Européens. Y a-t-il des flux privilégiés, qui dépassent les simples contingences des migrations économiques ? Prend-il un sens particulier pour ceux qui le contractent ? Des communications sur l'évolution de ces familles européennes au cours du temps seraient aussi les bienvenues.

Une expérience européenne du travail européanisante ?

De plus en plus des individus, avec des niveaux de formation très différents, sont confrontés à une expérience de travail dans un contexte européanisé. La libre prestation de service en Europe et la circulation facilitée de la main d'œuvre entre Est et Ouest de l'Europe multiplient les occasions de vivre une expérience européenne, au-delà de celle – si médiatisée – des étudiants Erasmus. Au-delà du discours convenu et médiatique sur le caractère fondamentalement positif de l'expérience, quels sentiments à l'égard des autres cette multiplication des occasions de travailler ensemble forge-t-elle ?

« L'autre européen » dans la définition des politiques publiques

La construction de politiques communes au niveau communautaire oblige non seulement les Européens à travailler ensemble au sein des institutions communautaires, mais également à intégrer la référence à l'autre européen dans la définition et la mise en œuvre des politiques au niveau national. Dans quelle mesure l'approche cognitive des politiques publiques permet-elle d'en rendre compte ?

Approches méthodologiques et conceptuelles

La problématique décrite plus haut ouvre des nouvelles perspectives, non seulement d'un point de vue directement empirique, mais aussi également méthodologiques et conceptuelles. Nous invitons donc des propositions qui s'interrogent plus particulièrement sur l'utilité et l'applicabilité des approches politistes (sociologie politique, socio-histoire, politiques publiques, etc.) dans ce contexte et la possible fécondation de telles approches par d'autres disciplines, l'histoire, l'anthropologie, la sociologie ou encore la géographie humaine.

Les recherches empiriques seront les bienvenues, quelles que soient les méthodologies mises en œuvre (quantitatives, sociographiques, qualitatives, micro études ou macro comparaisons (Eurobaromètre, ESS, EVS)).

Les propositions de communications (1500 signes + coordonnées complètes de l'auteur) peuvent être soumises en français ou en anglais. Elles doivent être envoyées au plus tard le 30 août 2007 aux personnes suivantes :

Responsables du colloque SEE 2007

Céline Belot : belot@cidsp.upmf-grenoble.fr

Christophe Bouillaud : christophe.bouillaud@iep.upmf-grenoble.fr

Olivier Costa : o.costa@sciencespobordeaux.fr

Paul Magnette : pmagnet@ulb.ac.be

Sabine Saurugger : sabine.saurugger@iep.upmf-grenoble.fr

